

BioMéryeux

Lundi 15 janvier 2024

Macron a formé son quinze, jetons-nous dans la mêlée !

C'est donc Gabriel Attal que Macron a choisi comme porte-voix... enfin, Premier ministre. Quant au gouvernement lui-même, mépris pour les pauvres, promiscuité avec les riches et casseroles judiciaires doivent être les critères de sélection des ministres.

Les nouveaux larbins de la grande bourgeoisie

On a ainsi découvert que la nouvelle ministre de l'Éducation, Oudéa-Castéra, en a eu « marre » des « paquets d'heures non sérieusement remplacées » du public, ce pourquoi elle a mis ses enfants dans le très catholique collège Stanislas, établissement privé d'élite, aux mœurs tout à fait réactionnaires. Oudéa-Castéra n'est pas une inconnue des milieux d'affaires, puisqu'elle a été conseillère du directeur général d'Axa et a pour conjoint le président de Sanofi.

Prise de guerre de Macron-Attal sur les Républicains, Rachida Dati accède au ministère de la Culture, malgré (ou grâce à ?) une mise en examen pour « corruption passive », « recel d'abus de pouvoir » et « trafic d'influence passif ». Susceptible quand elle était au Parlement européen d'intervenir sur les questions liées à l'industrie automobile, elle a perçu 900 000 euros du groupe Renault pour de prétendus services de conseil à son PDG d'alors, Carlos Ghosn, aujourd'hui lui-même en fuite pour échapper aux poursuites judiciaires.

Tout pour les patrons

Le flic en chef Darmanin est reconduit, lui dont la loi Asile et immigration reprend le programme de Le Pen : elle criminalise les travailleurs sans papiers, leur retire des droits sociaux et, peut-être demain, l'accès aux soins médicaux. Les travailleurs sans papiers sont ceux qui œuvrent jour et nuit pour construire les stades des JO de 2024, s'occuper des personnes âgées, nettoyer les assiettes dans lesquels mangent ceux qui peuvent encore aller au restaurant. En les précarisant davantage encore, Darmanin voudrait offrir à leurs employeurs une main-d'œuvre qui n'osera pas revendiquer, ce qui ferait pression sur tous les autres. Enfin, ça, c'est ce qu'ils espèrent...

Reconduit aussi le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, qui après avoir distribué plus de 200 milliards au patronat pendant la crise sanitaire, prétend avoir fait de l'inflation « son premier combat ». Les prix alimentaires, depuis, ont augmenté de 20 %. Mais Macron et la bourgeoisie ne lui en veulent pas trop d'avoir « perdu » un combat... qu'il n'a jamais vraiment entamé, puisqu'il aurait fallu s'en prendre à la grande distribution, principale responsable de la hausse des prix alimentaires. Les patrons lui en veulent d'autant moins que les dividendes du CAC 40 ont atteint l'année dernière le montant record de 97,1 milliards d'euros.

Mettre le bazar dans leurs projets !

Voilà donc le nouvel état-major de la bourgeoisie ! Ou plutôt les prête-noms du véritable état-major que forment les grands patrons. Contre les uns et les autres, notre seule arme c'est notre force collective. Refusant des hausses de salaire misérables, les travailleurs du technicentre SNCF de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne) ont débrayé à plusieurs centaines le 9 janvier. La veille, les urgentistes de l'hôpital de Meuran-Les Mureaux (Yvelines) s'étaient mises en grève pour exiger des embauches. Dans le Pas-de-Calais, ce sont des collectifs qui, comme le Soulèvement des eaux de France, se constituent pour pallier le manque d'à peu près tout que subit la population des villes plusieurs fois inondées. « Si Blendecques était une banque, on l'aurait déjà sauvé », pouvait-on lire sur une pancarte de la manifestation qui s'y est déroulée le 13 janvier. Mais si nous ne sommes ni banquiers ni patrons, il faudra nous sauver nous-mêmes !

Faire reculer le gouvernement et le patronat sur l'ensemble de leur politique exige un mouvement d'ensemble. Le 14 janvier, des milliers de personnes ont défilé dans toute la France contre la loi Darmanin-Le Pen et pour la régularisation de tous les sans-papiers, dont 25 000 à Paris. Il faudra être davantage encore dimanche 21 janvier, et tant qu'il le faudra !

Donnez au drapeau rouge !

Comme annoncé la semaine dernière, c'est la collecte ! Pour financer l'encre et le papier, et manifester le soutien à la parution de cette feuille d'entreprise, n'hésitez pas à donner au drapeau rouge !

Continuez aussi à donner des informations sur le quotidien de la boîte, à dénoncer les injustices, à discuter des reculs pour mieux les combattre ! Ce bulletin est le vôtre, faites-le circuler et n'hésitez pas à en discuter collectivement !

NAO : pas de bras, pas de chocolat

Rien d'étonnant, en l'absence d'une mobilisation capable d'imposer un rapport de force comme il y a deux ans ou même l'année dernière, la direction n'a pas lâcher grand-chose de plus que ce qu'elle avait prévu de mettre dans ces NAO. Nos augmentations de salaire seront donc assez minables, très insuffisantes en tout cas pour couvrir l'inflation. Nous perdrons donc du pouvoir d'achat, encore et toujours !

Une bataille de perdue mais pas la guerre. Y'a pas que pendant les NAO qu'on peut se mobiliser pour les salaires ! To be continued...

Dans le Pas-de-Calais, les eaux montent et la colère aussi !

Ce week-end, une manifestation a rassemblé près d'un millier de personnes à Blendecques, venant des communes d'Arques, de Wizernes et d'autres villes sinistrées par cette deuxième vague d'inondations. Permis de construire en zone inondable, canaux non entretenus et pompes d'évacuation des eaux insuffisantes : cette situation n'a rien d'une fatalité. La colère visait l'incurie des pouvoirs publics et les assureurs, qui n'assument pas leurs responsabilités et ne sont toujours pas venus sur place. Les habitants ne peuvent compter que sur l'entraide entre voisins. Avec une évidence, exprimée par une belle pancarte : « Si Blendecques était une banque, on l'aurait déjà sauvé »... Autrement dit, si les gens touchés avaient été des riches, les choses se feraient beaucoup plus vite. En attendant, la population s'organise, à l'image du Soulèvement des Eaux de France et des nombreux collectifs qui sont en train de se créer.

La Ministre de l'Éducation Nationale fait l'école buissonnière

La nouvelle ministre de l'Éducation, Oudéa-Castéra, a été épinglé pour avoir mis ses enfants au très catholique collège Stanislas, établissement privé d'élite, aux

mœurs tout à fait réactionnaires. Elle s'est justifiée en disant avoir eu « marre » des « paquets d'heure non sérieusement remplacés » du public. Mais les 15 à 20 % de postes des concours de l'enseignement primaire et secondaire non-pourvus chaque année sont le produit de la politique de ses prédécesseurs : stagnation des salaires et dégradation des conditions de travail font fuir les candidats.

Avec Catherine Vautrin, la « Manif pour tous » entre au ministère de la santé

Catherine Vautrin, proche de Sarkozy et ministre sous Chirac, a été nommée ministre du Travail, de la Santé et des Solidarités. Ultra-conservatrice, elle a manifesté et voté à l'époque contre le mariage homosexuel. Elle s'est aussi mobilisée, en 2017, contre une loi protégeant l'accès à l'avortement. Bref un florilège de positions réactionnaires, qui viennent s'ajouter à la politique d'austérité menée contre l'hôpital public depuis des années. Elle sera assistée par une ministre tout spécialement « déléguée à la Santé », Agnès Pannier-Runacher, pourvue d'un CV tout aussi prometteur : ses faits d'armes dans la santé, c'est d'avoir travaillé à la direction de l'AP-HP pour mettre en place le « plan hôpital 2007 », l'un de ces plans réguliers qui orchestrent fermetures d'unités, suppressions d'emplois, et réductions des RTT.



Révolutionnaires, un journal pour trancher dans le vif !

Achète pour 2€ le n°8 de notre journal, écrit par et pour les travailleurs !

Récupère notre bulletin « spécial Salaires » !

Et prépare la monnaie

pour donner au drapeau rouge !



Ce bulletin est le tien, prière de ne pas le jeter sur la voie publique et n'hésite pas à le faire circuler !

Pour nous contacter : 69.etincelle.@gmail.com

Imprimerie Spéciale NPA